

**Nations unies - Opérations de  
maintien de la paix - Intervention de  
la représentante permanente  
adjointe de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 21 décembre 2017)

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à vous remercier pour l'organisation de cette séance d'information tout à fait opportune. Au cours de l'année 2017, le conseil a pu réaffirmer à de nombreuses reprises la valeur des opérations de maintien de la paix, comme l'un des outils les plus essentiels des Nations unies en faveur de la paix et la sécurité internationales. En mettant en lumière la nécessité de poursuivre les efforts pour disposer des capacités adéquates pour le maintien de la paix, cette séance y contribue.

Je tiens également à vous remercier, Madame la Sous-Secrétaire générale, pour votre exposé très complet et concret. La France partage le diagnostic du Secrétariat sur la nécessité de disposer de forces agiles, rapidement déployables, dotées des capacités spécialisées et des compétences nécessaires pour la bonne mise en oeuvre de leur mandat.

Monsieur le Président,

Je souhaite souligner trois points en particulier.

1/. Tout d'abord, la France salue les efforts déployés par le Secrétariat pour développer une approche ambitieuse et innovante de la génération de forces.

Les dernières années ont fait clairement apparaître les lacunes auxquelles le maintien de la paix est confronté : en termes de capacités aériennes, de soutien médical, d'équipements, de formations pré-déploiement, de renseignement et bien d'autres. Nous devons viser davantage de rapidité et davantage d'efficacité.

Face aux contraintes existantes, l'innovation est le meilleur moyen de répondre à ces défis. Ainsi, l'établissement du système de génération de forces et de capacités (PCRS) au sein du DOMP a constitué une avancée qu'on peut qualifier d'historique. Il a déjà permis de développer le nombre et les spécialités des contingents prêts à se déployer au sein des opérations. Son renforcement doit se poursuivre, notamment en favorisant une meilleure utilisation de ses niveaux 2 et 3. En parallèle, l'augmentation du nombre de pays accédant au niveau 1 doit faire l'objet d'un effort permanent, fruit de l'interaction avec les pays

contributeurs de troupes.

La France soutient également le développement de nouveaux mécanismes de génération de forces. La conférence de génération de forces pour la MINUSMA, qui s'est tenue en mai dernier, a ainsi constitué une étape majeure pour la prévisibilité des capacités du maintien de la paix. L'application de ce modèle à d'autres opérations et d'autres capacités spécialisées doit se développer pour « coller au mieux » la ressource aux besoins de nos missions.

Nous nous félicitons également du développement des engagements conjoints et des «promesses intelligentes», associant plusieurs États membres pour générer des capacités critiques et permettant à chaque État membre, en fonction de ses moyens et de ses capacités de participer à la meilleure performance des opérations. Nous saluons à cet égard les progrès réalisés lors de la conférence de Vancouver. Ces mécanismes ont permis de mettre à disposition des capacités critiques, en particulier aériennes, dans le cadre de la MINUSMA, mais également d'élargir le spectre de formations nécessaires à l'acquisition de nouveaux savoir-faire liés aux environnements asymétriques comme la protection contre les IED. Nous soutenons également l'objectif de donner une place croissante aux personnels féminins au sein des OMP.

2/. Au regard de ces besoins, et c'est là mon deuxième point, la France soutient les efforts du Secrétariat et des contributeurs de troupes pour renforcer leurs capacités.

À travers nos partenariats bilatéraux et notre coopération de sécurité et de défense, la France contribue à la formation et à l'équipement de nombreux contingents appelés à être déployés dans le cadre d'opérations de maintien de la paix. Ainsi, sur le seul continent africain, elle participe à la formation de plus de 29.000 militaires africains par an, officiers et soldats, dans 11 pays et sur plus de 57 thématiques différentes.

La France travaille également avec de nombreux pays contributeurs de troupes pour favoriser le développement de capacités de maintien de la paix francophone. C'est le sens de la conférence de Paris sur le maintien de la paix en environnement francophone organisée l'an dernier, et de la mise en place de l'Observatoire Boutros-Ghali pour le maintien de la paix, qui visent à renforcer les capacités francophones de maintien de la paix. En coopération avec l'Organisation internationale de la Francophonie, la France a ainsi développé et mis à disposition de ses partenaires une méthode d'apprentissage du français pour les personnels des forces armées dans un environnement onusien appelée «En Avant».

Le soutien au développement capacitaire des pays contributeurs de troupes passe également par le soutien opérationnel et le soutien au déploiement. Comme l'a souligné le ministre Jean-Yves Le Drian lors de la réunion de haut niveau du conseil de sécurité le 20 septembre dernier, nous devons continuer d'inventer des réponses nouvelles pour mieux associer et responsabiliser les États concernés au premier chef par les menaces dans la prise en charge de leur propre sécurité. C'est ce que nous avons souhaité en soutenant l'initiative du G5 Sahel, qui renforce les capacités des États concernés pour mieux lutter contre les défis de la région, qui nous concernent tous.

Notre soutien au renforcement des capacités des pays se déploie naturellement en synergie avec ceux déployés par les organisations internationales, dont, bien évidemment, les Nations unies et l'Union européenne. Au Mali, au Niger, en République Centrafricaine, en Somalie, l'Union européenne est engagée pour le renforcement des capacités africaines de paix et de sécurité via ses opérations EUTM et EUCAP et le soutien financier aux opérations.

3/. Pour répondre aux enjeux d'un maintien de la paix performant, et c'est mon troisième point, le Secrétariat comme les États membres doivent poursuivre leur mobilisation.

La mise à disposition du maintien de la paix de capacités adéquates et performantes est une responsabilité conjointe du Secrétariat et des États membres.

La formation des contingents relève avant tout de l'État concerné. Pour répondre aux défis actuels du maintien de la paix, il est en particulier nécessaire de poursuivre et d'intensifier les efforts de formation individuelle et collective eu égard à l'environnement asymétrique, qui requiert des capacités tout à fait spécifiques. Il est de notre responsabilité de donner à chacun de nos soldats une formation initiale de base ; celle-ci constitue son «assurance vie» et celle des populations qu'il doit protéger. Les États membres doivent également assurer le plus haut niveau de conduite et de discipline, afin d'assurer le respect des principes onusiens, notamment dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels.

L'identification des capacités manquantes et la bonne coordination des efforts pour les combler est également une nécessité sans laquelle les efforts individuels des États membres ne pourront être optimisés. La proposition du Secrétariat de mettre en place un mécanisme léger de coordination, permettant la mise en contact des États demandeurs et des États susceptibles de fournir les formations utiles, semble ainsi aller dans le bon sens. Comme le souligne le Secrétariat, il serait utile que les partenariats triangulaires puissent se développer pour couvrir des thématiques comme les capacités spécialisées et les compétences linguistiques. Au plan de l'organisation du Secrétariat, nous sommes pleinement confiants dans les effets positifs que pourront avoir la réforme du pilier paix et sécurité et celle de la gestion, qui sont entreprises par le Secrétaire général pour répondre à la nécessité d'opérations de paix plus performantes.

Monsieur le Président,

Au cœur du maintien de la paix se trouve l'objectif de mettre en œuvre les principes et valeurs de la Charte afin de favoriser la paix et la sécurité internationales. C'est grâce à notre mobilisation commune que nous pourrions mettre en œuvre cette vision. Merci./.